

<https://www.aefinfo.fr/depeche/698387>

Cyril Duchamp

5 min read

## CNR éducation : en Normandie, un taux de validation des projets deux fois supérieur à la moyenne nationale

"Matrice de l'école de demain" pour le nouveau ministre de l'Éducation Gabriel Attal ([lire sur AEF info](#)), le CNR fait l'objet en Normandie d'une mobilisation dont se félicite la rectrice Christine Gavini-Chevet. Interrogée par AEF fin août 2023, elle souligne les bons résultats enregistrés : les projets déposés sur la plateforme nationale représentent 7,16 % du total avec un taux de validation deux fois supérieur, de 19,2 % contre 9,6 % en moyenne. Parmi les explications avancées, un "bon accompagnement", une rapidité de traitement des demandes et une procédure administrative simplifiée.



Christine Gavini-Chevet, rectrice de l'académie de Normandie

Les résultats enregistrés en réponse à la concertation "Notre école, faisons-la ensemble" sont bons en Normandie, constate la rectrice Christine Gavini-Chevet interrogée par AEF info fin août 2023. Les premiers chiffres font en effet état d'une plus importante concrétisation des projets que la moyenne nationale. L'académie de Normandie, qui a perçu 5 % du total de la dotation du fonds national d'innovation pédagogique (s'élevant à 500 M€ sur cinq ans), recense 903 intentions de concertation pour environ 3 000 unités éducatives soit 4,75 % du total des déclarations identifiées par le ministère.

La concrétisation des intentions en Normandie apparaît particulièrement, puisque 388 projets normands ont été déposés sur la plateforme nationale, soit 7,16 % du total. Et parmi ces projets, 180 ont été validés, soit 10,58 % du total national. Le taux académique de passage des intentions de concertation aux projets validés est de 19,2 %, deux fois supérieur au taux national (9,6 %).

Des corps d'inspection tôt mobilisés sur le terrain

Dans son rapport publié le 12 juillet 2023 ([lire sur AEF info](#)), la mission d'information sénatoriale sur l'autonomie des établissements scolaires avait pointé "un faible nombre de projets validés" à l'échelle nationale (soit 1 900 projets concernant 14 % des élèves de la maternelle au lycée). Elle critiquait une mise en place "sans réelle préparation", "de manière désordonnée et peu transparente".

Pour Christine Gavini-Chevet, les résultats de son académie peuvent d'abord trouver une explication dans le "bon accompagnement des corps d'inspection qui se sont tôt mobilisés sur le terrain". Les ~~DASEN~~ ont fait passer le message que le CNR "est considéré comme une priorité de l'académie", et qu'il apporte une réponse à la "nécessité pour les acteurs de terrain de reprendre la main" dans un contexte d'après pandémie.

Est également saluée "la réactivité" des équipes et la rapidité du processus de traitement des dossiers, avec un délai moyen de deux mois entre la réception d'une proposition et le déblocage des moyens nécessaires à son montage. De plus, "le questionnaire que remplissent les établissements est très simplifié, et le rectorat n'a pas sur-administré", signale Christine Gavini-Chevet. Les établissements doivent fournir un résumé du projet et un plan de financement accompagné d'un ou deux devis lorsqu'une demande de matériel est faite.

## Professionnalisation de la commission académique

Une commission d'évaluation des projets se réunit deux fois par mois pour instruire les projets. Celle-ci "s'est dotée progressivement d'une sorte de jurisprudence interne pour déterminer ce qui est considéré comme un bon projet, pour mieux en évaluer le coût", et s'est ainsi "professionnalisée dans la façon de mieux apprécier les projets".

L'accompagnement est assuré par une équipe de trois personnes expertes, "qui sera renforcée à la rentrée", intervenant "pour ajuster et apporter des améliorations aux projets".

Les projets déposés recouvrent une grande diversité de thématiques avec des sujets comme le climat scolaire (53 % des projets), l'école inclusive (45 %), la promotion de la santé (15 %). Certains projets sont valorisés au niveau national, comme le "sac à maths", des activités à mener avec les familles, conçu par le collège André Malraux et les écoles de secteur de Trun (Orne), ou encore la journée des métiers associant plusieurs établissements au Molay-Littry (Calvados) et qui prévoit de mobiliser une quarantaine de professionnels.

## Près de 2,5 M€ déjà provisionnés

Le rectorat affirme sa "volonté d'aller plus loin" cette année, et en particulier en communiquant davantage auprès des établissements privés sous contrat, jusqu'à présent "largement moins investis" que le public mais qui représentent 20 % des établissements de l'académie. Il s'agira aussi de "donner des idées d'autres thématiques qui n'ont pas encore été beaucoup travaillées comme les langues ou les classes immersives", et mettre l'accent sur le recours aux outils numériques.

Les financements de projets ont d'abord été prévus sur un an, éventuellement renouvelable. Les 180 projets validés représentent plus d'un million d'euros engagé sur 2022-2023, et 2,442 M€ pour l'instant prévus d'ici 2027. Le rectorat invite maintenant les porteurs à "se projeter sur plusieurs années", et laisse toujours la possibilité aux établissements de proposer plusieurs dossiers.

Par ailleurs, "il n'y a pas d'obligation d'évaluation", souligne Christine Gavini-Chevet. "La Cardie réfléchit cependant à une évaluation globale de la dynamique avec une équipe de recherche pour déterminer les conditions de réussite" des projets au bénéfice des élèves.